

ENTRE LES PROGRAMMES ET LES PESANTEURS

Lorsqu'on fait le bilan du septennat précédent, on perçoit d'emblée ce qui a séparé les intentions proclamées et les actions pratiquées. Le pouvoir parlait de liberté et instaurait la loi Peyrefitte. Il désignait un ministre des immigrés mais multipliait les expulsions (y compris, et c'est le plus scandaleux, d'immigrés nés en France).

Un petit ouvrage signé «Olivier Giscard d'Estaing» nous laissait peu d'illusion sur les bienfaits du libéralisme avancé en matière d'éducation. N'empêche que les ministres de l'éducation du septennat Giscard d'Estaing tenaient un langage qui a illusionné certains (1) un court moment. M. Haby proclamait sa volonté d'égaliser les chances scolaires de tous les enfants, de rendre réellement gratuit l'enseignement obligatoire, de généraliser l'accueil des jeunes enfants. Son successeur, M. Beullac, se déclarait homme de dialogue, décidé à améliorer la formation et la carrière des enseignants.

Le problème n'est même pas de savoir s'ils étaient de bonne foi ou non. Dans un système où le ministre de l'économie décidait seul de la politique du livre (dût-il avoir contre lui l'ensemble des professionnels et des utilisateurs), peu importait le ministre de la culture. Celui de l'éducation aurait-il été le meilleur possible que, soumises aux pesanteurs du système, ses intentions auraient produit les mêmes effets catastrophiques que nous avons connus.

L'unification des collèges par la suppression des filières ne pouvait être qu'un leurre si on ne mettait en place les moyens de permettre la réussite effective de tous les enfants et cela ne signifie pas un simple saupoudrage des mesures de rattrapage (celui qui est dégoûté d'une discipline en aura un peu plus !) mais essentiellement une mise en question du système pédagogique qui a engendré l'échec.

Rechercher la gratuité du matériel scolaire sans remettre en question le gaspillage que représentent les manuels (les mêmes livres à tous les élèves de la même classe) et en laissant les éditeurs maîtres du jeu, ne pouvait aboutir qu'aux manuels squelettiques, produits par les seuls gros éditeurs capables d'imposer d'énormes tirages.

Améliorer l'accueil sans augmenter le coût global revenait immanquablement à récupérer



des postes partout où les effectifs devenaient enfin moins lourds.

Et nous n'avons pas encore parlé de la volonté d'accélérer la privatisation (tant de l'enseignement lui-même que de tout ce qui s'y rattache : voir le démantèlement de la recherche, de l'ex-I.P.N., de la radio-télévision scolaire), de l'autoritarisme qui non seulement renforçait la hiérarchie, déjà si rigide, mais mettait en place des «politiques» à tous les échelons de l'administration.

Tout cela nous l'avons dénoncé, à une époque où ce n'était pas sans risques dans un tel climat. Depuis l'alternance, les problèmes se posent d'une façon toute différente.

Tout d'abord entre les programmes des forces au pouvoir et nos propres perspectives, le

(1) Empressons-nous de rappeler que nous n'en étions pas.

décalage est moins énorme. Il n'y a pourtant pas de superposition, il faut en être très conscients, et nous le verrons rapidement à propos de l'échec scolaire. Néanmoins que le gouffre soit devenu fossé nous donne un espoir de le franchir.

Ce qui a probablement le plus profondément changé, c'est la sincérité de nos interlocuteurs. Cela facilite le dialogue, même lorsqu'il y a diversité de points de vue.

Les pesanteurs les plus paralysantes de l'ancienne majorité ont disparu avec elle, mais est-ce à dire que la nouvelle n'a pas ses propres pesanteurs, moins les pesanteurs économiques — nul n'aurait la naïveté de les oublier — que les pesanteurs sociales qui freinent souvent le changement ? Nous avons déjà vu, sur les problèmes de l'armée et du nucléaire, que la politique réelle se situe entre les programmes et les pesanteurs.

Si le nouveau ministre de l'Éducation Nationale ne veut pas se trouver coincé par les pesanteurs diverses du système éducatif, il a tout intérêt à favoriser et à utiliser toutes les forces vives qui ont survécu au rouleau compresseur de la précédente majorité.

Les mouvements pédagogiques, dont l'indépendance provoquait la suspicion du pouvoir précédent, constituent un réservoir de cette force d'initiative, de réflexion et d'action sur le terrain. Le climat général, les mesures res-

trictives ou répressives prises pendant des années (2) ont bien failli assécher ce réservoir d'énergies nouvelles mais, intact dans ses structures, il est prêt à donner le maximum de ses capacités.

Sur le terrain associatif qui eut tant d'importance face à un système soucieux de neutraliser les oppositions politiques et syndicales, l'I.C.E.M. a tenu pour l'éducation une place de premier plan en étant un lieu de formation permanente, de rencontre des initiatives, de réflexion et de réalisation (voir notamment les livres, les revues, les outils pédagogiques récemment créés).

Notre expérience du changement dans le contexte le plus défavorable ne demande qu'à s'épanouir dans les nouvelles perspectives sociales. Il n'est pas question pour nous d'abandonner une indépendance qui a assuré notre originalité et notre efficacité mais de revendiquer notre part dans le changement, contre les pesanteurs qui n'ont pas magiquement disparu le 10 mai 1981.

M. BARRÉ

(2) Sur le plan général, il faut parler du péril que font courir au travail bénévole l'incohérence des vacances scolaires, la difficulté d'utiliser les locaux scolaires. Pour ce qui est de l'I.C.E.M., évoquons le refus scandaleux de permettre à ses permanents de rester fonctionnaires, sous le prétexte que l'I.C.E.M. concurrencerait l'I.N.R.P. (1).

